

Article pour "Rond comme une Orange" n°4 Version transmise au BN

Robert, étudiant en maîtrise d'histoire à Paris IV. Robert ne s'intéresse pas beaucoup à la politique, mais il s'est toujours posé des questions sur le syndicalisme étudiant en général, et à Paris IV en particulier.

UNEF Paris IV : A ton avis, est-ce que les syndicats étudiants devraient davantage travailler ensemble ?

Robert : Dans l'absolu oui, mais il faudrait d'abord qu'il y ait plusieurs syndicats à Paris IV. On ne voit que l'UNEF. Sauf l'UNEF-ID le jour des élections ou dans la presse et à la télévision. De plus, il me semble que même si les syndicats peuvent travailler ensemble de façon ponctuelle sur des problèmes matériels, il me semble difficile d'envisager qu'ils puissent travailler sur les grandes questions nationales. Même si l'UNEF et l'UNEF-ID semblent avoir les mêmes idées sur l'université, il reste de grandes divergences notamment sur l'aide sociale et sur la stratégie syndicale. L'UNEF-ID, c'est quand même ceux qui tentent d'abord de négocier et qui ne mobilisent les étudiants que lorsque ils sont sûrs d'en retirer quelque chose. Il m'a semblé que beaucoup plus de militants UNEF se sont mobilisés pour se battre en novembre/décembre, et ce sont les militants UNEF qui ont cherché à informer les étudiants sur le rapport Attali à Paris IV.

UNEF Paris IV : Mais Robert, tes propos semblent très pro-UNEF, cela ne semble pas naturel. Pourquoi ne te syndiques-tu pas alors ?

Robert : Je me sens très proche de l'UNEF Paris IV, mais je reste allergique aux tracts nationaux de l'UNEF. Je les trouve mal écrits, peu clairs sur l'idée générale qui s'en dégage. On ne sait jamais ce que l'UNEF pense parce que il y a toujours écrit : "Toi aussi donne ton avis, nous le prendrons en compte". Il me semble qu'il y a une volonté de noyer le poisson.

UNEF Paris IV : Mais, Robert, te rends-tu compte qu'il n'y a que 3% d'étudiants syndiqués en France ? Cela n'est-il pas un argument décisif pour pousser à l'unité ?

Robert : D'abord, ça n'a pas de sens de raisonner à partir d'un chiffre qui est manifestement faux. A Paris IV, il paraît que l'UNEF a 220 adhérents sur 27 000 étudiants, et c'est pourtant un des plus gros syndicats étudiants en France. Ça laisse imaginer quels sont les taux de syndicalisation ailleurs...

Il est certain que ce syndicat serait plus efficace s'il avait plus d'adhérents. Mais une addition d'appareils pour en avoir deux fois plus ne changerait rien à ce problème.

L'essentiel pour moi, c'est qu'il y ait à Paris IV un syndicat qui défende mes intérêts, même si je n'ai pas personnellement la possibilité ou l'envie d'y militer, un syndicat par lequel je me sente bien représenté, parce qu'il me défend et qu'il m'informe. J'aimerais que ce soit la même chose au niveau national. Si pour faire une unité factice, on recule sur la défense des intérêts des étudiants, nous serons tous perdants. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de la réforme Bayrou. Il y a deux ans, l'UNEF disait que c'était catastrophique, l'UNEF-ID que c'était une grande victoire. A l'époque, j'étais resté passif, même si j'étais plutôt convaincu par les tracts distribués par l'UNEF. Maintenant qu'elle est appliquée, je sais ce qu'il en est, et suis prêt à participer à une mobilisation pour son abrogation. S'il n'y avait eu qu'un syndicat à l'époque, que se serait-il passé ? Qui pourrait maintenant protester contre l'application de la réforme ?

Pour mémoire: première version

Interview d'un étudiant pris au hasard

Robert, étudiant en maîtrise d'histoire à Paris IV. Robert ne s'intéresse pas beaucoup à la politique, mais il s'est toujours posé des questions sur le syndicalisme étudiant en général, et à Paris IV en particulier.

[première question et réponse identiques]

UNEF Paris IV : Mais Robert, tes propos semblent très pro-UNEF, cela ne semble pas naturel. Pourquoi ne te syndiques-tu pas alors ?

Robert : Je me sens très proche de l'UNEF Paris IV, mais je reste allergique aux tracts nationaux de l'UNEF, que me passe mon petit frère étudiant à Paris VIII . Je les trouve mal écrits, peu clairs sur l'idée générale qui s'en dégage. On ne sait jamais ce que l'UNEF pense parce que il y a toujours écrit : "Toi aussi donne ton avis, nous le prendrons en compte". Il me semble qu'il y a une volonté de noyer le poisson.

UNEF Paris IV : Mais, Robert, te rends-tu compte qu'il n'y a que 3% d'étudiants syndiqués en France ? Cela n'est-il pas un argument décisif pour pousser à l'unité ?

Robert : D'abord, ça n'a pas de sens de raisonner à partir d'un chiffre qui est manifestement faux. A Paris IV, il paraît que l'UNEF a 220 adhérents (c'est Marion Brun qui me l'a dit. Moi, j'avais l'impression qu'ils étaient beaucoup moins), sur 27 000 étudiants. Même Raf Aulas peut calculer qu'on est très loin de 3 %. C'est pourtant un des plus gros syndicats étudiants en France. Ça laisse imaginer quels sont les taux de syndicalisation ailleurs...

Il est certain que ce syndicat serait plus efficace s'il avait plus d'adhérents, et surtout s'ils avaient plus de temps à lui consacrer. Mais une addition d'appareils pour avoir deux fois plus d'adhérents ne changerait rien à ce problème.

L'essentiel pour moi, c'est qu'il y ait à Paris IV un syndicat qui défende mes intérêts, même si je n'ai pas personnellement la possibilité ou l'envie d'y militer, un syndicat par lequel moi, étudiant pris au hasard, je me sente bien représenté, parce qu'il me défend et qu'il m'informe. J'aimerais que ce soit la même chose au niveau national. Si pour faire une unité factice, on recule sur la défense des intérêts des étudiants, nous serons tous perdants. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de la réforme Bayrou. Il y a deux ans, l'UNEF disait que c'était catastrophique, l'UNEF-ID que c'était une grande victoire. A l'époque, j'étais resté passif, même si j'étais plutôt convaincu par les tracts distribués par l'UNEF, surtout l'éditorial de Marie-Pierre Vieu. Maintenant qu'elle est appliquée, je sais ce qu'il en est, et suis prêt à participer à une mobilisation pour son abrogation. S'il n'y avait eu qu'un syndicat à l'époque, que se serait-il passé ? Qui pourrait maintenant protester contre l'application de la réforme ?

UNEF Paris IV : Robert, que réponds tu quand on te dit "l'UNEF, c'est le communisme, c'est 85 millions de morts".

Robert: C'est justement parce que je n'ai pas envie d'être parmi les prochains que je vote toujours UNEF, et que je réponds à cette interview bidon pour ce journal stupide exactement ce que les bureaucrates de l'UNEF Paris IV attendent de moi.

UNEF Paris IV : Robert, ce n'est pas gentil de dire ça. Si Stéphane Bonnéry l'apprend, il va venir nous dissoudre, et l'UNEF-ID pourra revenir à Paris IV.

Robert: Quelle horreur ! Effacez immédiatement ma réponse à la question précédente. J'avais oublié qu'en période de mutation, toute vérité n'est pas bonne à dire.